

Nous voudrions qu'on réponde à ces questions. Nous n'empêcherons pas l'adoption de ces articles, mais nous poserons des questions. Nous ne voulons pas d'échappatoires doucereux et de discours hors de propos et désinvoltés; nous voulons des réponses et nous sommes prêts à rester ici jusqu'à ce qu'on nous en donne. J'espère que le ministre éclaircira les points qui ont été soulevés. Nous aurons d'autres questions à poser au fur et à mesure des discussions.

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, comme je suis député d'une région minière assez importante de notre pays, je me dois de dire quelques mots sur l'amendement proposé par l'honorable député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton), qui me semble très raisonnable à ce moment-ci. Le député ne demande pas de changer la loi, d'abroger quelque partie du projet de loi, mais simplement de retarder l'adoption de la section IV du bill C-49 qui a trait à l'imposition des compagnies minières, en ce qui a trait aux royautés ou aux subventions qui leur sont versées.

Monsieur le président, je pense que cet article du bill constitue une attaque directe contre l'entreprise privée. Dans ma région, nous sommes informés que des douzaines de nouvelles compagnies minières hésitent à venir s'établir. Elles hésitent parce qu'elles savent que le bill C-49 les paralyserait dans leurs activités. Tantôt, le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) disait que des compagnies seraient surtaxées au point qu'elles ne pourraient pas fonctionner.

Mais le député aurait dû dire à la Chambre que s'il était assis à la place du ministre, il suggérerait la nationalisation immédiate de ces compagnies, mais tel n'est pas le cas présentement. Ils ne les nationaliseront pas, mais la confiscation préconisée par le ministre des Finances (M. Turner) en ce qui a trait aux compagnies minières et aux autres compagnies n'est guère mieux.

Hier, je recevais un télégramme d'une compagnie minière qui poursuit son exploitation dans ma région, la *Falconbridge Copper Limited, Lake Dufault Division*.

[Traduction]

M. Benjamin: Des quêteux en Cadillac.

M. Caouette (Témiscamingue): Nous avons 450 personnes qui vivent de cette exploitation, alors que si nous avions le genre de gouvernement que vous proposez, aucune d'entre elles ne travaillerait.

[Français]

Monsieur le président, au Lac Dufault, où je demeure actuellement...

[Traduction]

Cette mine dit qu'elle se préoccupe énormément de la proclamation imminente de l'article 4 du bill C-49 et propose...

[Français]

Sur ce point, je voudrais bien que le ministre entende.

[Traduction]

Je propose de fixer une date différente de proclamation dans le cas de l'article 4; cette date serait fixée après de

Droit fiscal

nouvelles consultations entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Il est juste de dire que le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a dit douter que le ministre ait des liens à l'étranger avec les multinationales, de sorte qu'elles ne peuvent pas faire grand-chose pour nos compagnies nationales ou pour les Canadiens. Je doute que ce soit le cas, connaissant le ministre comme je le connais depuis tant d'années. Il m'a même aidé lors des dernières élections à être réélu. Il a eu des remarques généreuses à mon égard lorsque j'étais à l'hôpital, et cela m'a été d'un grand réconfort. En l'occurrence, le NPD a fait exactement la même chose.

M. Benjamin: Nous vous adorons.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Sauf qu'ils n'avaient pas une chance là-bas.

M. Caouette (Témiscamingue): Et ils le savaient.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Pas comme les libéraux: ils n'avaient aucune chance, mais ils l'ignoraient.

[Français]

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, je pense que cette suggestion de *Falconbridge*, de Lac Dufault, vaut son pesant d'or. On ne demande pas au gouvernement de supprimer l'article 4, mais on demande au gouvernement de tenir d'autres réunions avec les autorités provinciales avant d'en arriver à une décision finale, parce que, comme l'ont dit le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles et le député de Qu'Appelle-Moose Mountain, il est vrai qu'actuellement les provinces éprouvent du dissentiment à l'égard du gouvernement fédéral. C'est tellement vrai que, dans d'autres domaines, les députés libéraux du Québec à Ottawa sont actuellement accusés par le premier ministre de la province de Québec de tramer dans son dos pour avoir sa tête comme leader du parti fédéral de la province de Québec.

Des voix: Honte!

M. Caouette (Témiscamingue): Tout le monde est au courant de cela. J'ai vu le premier ministre à la télévision avant-hier soir, j'ai lu les journaux hier matin. Le premier ministre a-t-il raison ou non? Je ne le sais pas, ce ne sont pas mes affaires, mais le premier ministre s'en prend aux députés libéraux du Québec à Ottawa, en disant que ce sont eux qui contestent son leadership dans la province de Québec. Alors, les libéraux du Québec sont mécontents. M. Loughheed, de l'Alberta, est mécontent. M. Schreyer, du Manitoba, est mécontent. M. Barrett, de la Colombie-Britannique, est mécontent. M. Davis n'est pas content, non! Il n'est jamais content lui!

Monsieur le président, si, à l'occasion d'une nouvelle réunion ou de la prochaine réunion des premiers ministres provinciaux avec le premier ministre fédéral (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Turner), on discutait de cette question de façon à permettre une expansion de nos richesses naturelles, il me semble que cela aiderait l'ensemble du pays. Qu'on aide l'Alberta, qu'il y ait des bonnes retombées favorables dans le Québec ou dans les provinces Maritimes, qu'il y ait d'heureuses retombées dans l'Ouest, c'est cela qu'on doit examiner.